



# Avec ou sans tracteur, toutes et tous dans la rue le 26 mars

## Les faits contredisent les promesses

**Les promesses** du candidat Emmanuel Macron en 2017 : « *Dans les cinq ans qui viennent, je ne touche pas à la retraite des retraités. Leur retraite sera préservée, il n'y aura pas de perte de pouvoir d'achat* ».

**Les faits** : depuis 2017, une perte de 9,1 % de pouvoir d'achat (augmentation des pensions à 7,9 % pour une inflation de 17 %, plus le cumul des pertes de chacun des 84 mois qui s'élève à près de 3 mois de pension !  
Fait rare, le gouvernement a respecté la loi en 2024, les pensions viennent d'augmenter de 5,3 %, comme l'inflation officielle.  
**Le respect de la loi n'est pas un cadeau, c'est le résultat de nos mobilisations du 24 octobre.** Le 26 mars prolonge le 24 octobre, sa réussite imposera la prise en compte de nos revendications.

**Pour les personnes en retraite, l'augmentation des prix subie est supérieure à l'inflation « officielle ».** Les dépenses incompressibles augmentent davantage pour les plus de 74 ans :

- **l'alimentation** (notamment à domicile),
- **l'énergie** pour le logement, souvent plus grand et chauffé au fioul ou au gaz,
- etc.

## Pour les personnes en retraite, la santé coûte de plus en plus cher, trop cher !

**Les gouvernements :**

- **assèchent les ressources de la Sécurité sociale** (exonérations, transfert de la dette Covid, ...)
- **réduisent le rôle de la Sécu** : franchises médicales, dépassements d'honoraires, ... et doublement du montant des franchises et participations forfaitaires,
- **transfèrent les compétences de la Sécu aux complémentaires santé**, onéreuses et inégalitaires, ce qui augmente les tarifs (40 % depuis 2018, +7,1 % en 2023 et +20 % pour les seniors en 2024). Beaucoup trop de personnes âgées, qui dépensent plus pour leur santé et doivent cotiser plus, renoncent à une complémentaire et à l'accès aux soins.
- **Nous revendiquons le 100 % Sécu pour les soins et des services publics de proximité !**

**Les gouvernements méprisent les retraité·es**, ils promettent et repoussent toujours une loi « grand âge », malgré les scandales de la maltraitance dans les Ehpad, malgré le coût de l'Ehpad plus cher que la pension, pour la quasi-totalité des résident·es ! Maintenant, la nouvelle ministre des Solidarités Catherine Vautrin, déclare le 24 janvier 2024 « *Tout ne passe pas par la loi* » et le 1<sup>er</sup> ministre Gabriel Attal n'en a pas parlé !

- **Nous revendiquons un grand service public de l'autonomie avec zéro reste à charge !**

**Tout cela engendre une augmentation de la pauvreté des retraité·es les plus démunis**, 700 000 n'ont que le minimum vieillesse (+10,6 % en un an).  
**Et, en même temps, en France selon Oxfam**, en 10 ans, il y a 3 fois plus de milliardaires et ces 42 milliardaires ont gagné 230 milliards d'euros, autant que pour faire un chèque de 3 400 euros pour chaque Français.

**Le 26 mars, frappons un grand coup !**

**Rassemblement devant la préfecture à Moulins à 15h30**